

Unité Départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY CEDEX

NANCY, le 08/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LINGENHELD Environnement Lorraine

Chemin du Hitzthal, Carrefour Bellevue
67203 Oberschaeffolsheim

Référence : AML/NW/1781_2022
Code AIOT : 0006209599

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2022 dans l'établissement LINGENHELD Environnement Lorraine implanté lieu-dit Le Haut Bois - 54480 TANCONVILLE. L'inspection a été annoncée le 16/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée en concertation avec les services de la DDT et de l'ONF, qui se sont attachés à contrôler l'aspect défrichement et compensation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LINGENHELD Environnement Lorraine
- lieu-dit Le Haut Bois - 54480 TANCONVILLE
- Code AIOT : 0006209599
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LINGENHELD exploite une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de Tanconville.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan topographique (Phasage et remise en état) ;
- Eaux souterraines et superficielles.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 02/12/2014, article 11.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre et plans	Arrêté Préfectoral du 02/12/2014, article 8	/	Sans objet
2	Rejets d'eau dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 02/12/2014, article 9.3	/	Sans objet
3	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 02/12/2014, article 9.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le plan topographique, qui doit être remis à l'inspection des installations classées sous un mois, permettra d'étudier l'adéquation de l'exploitation actuelle avec le phasage d'exploitation et de remise en état. En fonction des constats réalisés sur ce plan, des suites seront susceptibles d'être proposées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2014, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Plans
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>8.1 Un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière est établi. Sur ce plan sont reportés : + les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, + les bords de la fouille, * les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, + les zones remises en état, * la position des ouvrages visés à l'article 7.2. ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. 8.2- Surveillance de l'exploitation et de ses effluents sur l'environnement. L'exploitant met à jour le plan topographique au 1/2000^{ème} de son exploitation au moins une fois par an au cours du mois de septembre. Le plan ainsi mis à jour est transmis au plus tard le 15 octobre de chaque année à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police de l'eau. Les agents de ces deux services ont en permanence, libre accès aux installations afin d'y effectuer des contrôles.</p>
<p>Constats : Le plan topographique, réalisé au titre de l'année 2022, doit être remis à l'inspection des installations classées. Ce plan est en cours de finalisation, il sera transmis sous un mois à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rejets d'eau dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2014, article 9.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance qualitative annuelle des eaux superficielles constituées des eaux d'exhaure et des eaux de surface au cours de l'extraction. Les eaux rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes : Paramètres suivis Valeurs limites Température inférieure à 30 °C pH compris entre 5,5 et 8,5 Matières en suspension totales (MEST) 35 mg/l (norme NF T 90 105) Demande chimique en oxygène sur effluent 125 mg/l (norme NF T 90 101 non décanté (D.C.O.) Hydrocarbures 10 mg/l (norme NF T 90 114) Modification de couleur du milieu récepteur 100 mg Pb. Ces valeurs limites d'émission sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures. En ce qui concerne les matières en suspension et la demande chimique en oxygène, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. Les résultats de ces analyses sont transmis à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police de l'eau qui peuvent demander des contrôles supplémentaires, au plus tard dans le mois qui suit la réalisation des prélèvements d'échantillons. Tous les résultats sont accompagnés des commentaires de l'exploitant résultant de leur interprétation ainsi que de propositions éventuelles de correction des écarts constatés.</p>
<p>Constats : L'exploitant a remis à l'inspection les résultats de la dernière analyse réalisée le 6 mai 2022. Les concentrations des paramètres analysés respectent les valeurs prescrites par l'arrêté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2014, article 9.4
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des analyses sont réalisées tous les trois mois dans le captage « Le Rouge Caillou » exploité par la commune de TANCONVILLE en vue de la consommation humaine. Les paramètres suivants sont mesurés : "pH, + turbidité, * teneur en carbone organique total (COT), * teneur en matières en suspension (MES), + teneur en hydrocarbures dissous, + teneur en hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP). Les résultats de ces analyses sont transmis à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police de l'eau, qui peuvent demander des contrôles supplémentaires, au plus tard dans le mois qui suit la réalisation des prélèvements d'échantillons. Tous les résultats sont accompagnés des commentaires de l'exploitant résultant de leur interprétation ainsi que de propositions éventuelles de correction des écarts constatés.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a fourni à l'inspection, les résultats de la dernière analyse réalisée le 9 mai 2022. L'ensemble des paramètres analysés ne montre pas de non conformité.
Observations : L'exploitant veillera à ce que la prochaine analyse précise bien le lieu de prélèvement, à savoir le captage "Le Rouge Caillou".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2014, article 11.1
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En fin d'exploitation, l'exploitant remet le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. La remise en état des lieux est précisée par le plan de réaménagement final et par les plans de phasage annexés au présent arrêté et est effectuée conformément aux dispositions présentées dans le dossier de demande d'autorisation.
Constats : Le plan topographique, remis sous un mois à l'inspection des installations classées, devra comporter la superposition des phases de réaménagement prévues par l'arrêté préfectoral.
Observations : Le plan topographique permettra d'étudier l'adéquation du phasage de remise en état du site et ainsi de juger des suites susceptibles d'être mises en oeuvre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet